

Comment le conflit, la violence et les trajectoires des moyens de subsistance affectent la légitimité de l'État au Sud-Kivu (RDC)?

Messages clés :

- La perception des acteurs gouvernementaux et non-étatiques est dans l'ensemble très négative.
- Les ménages dont le chef de famille est une femme et les ménages déplacés ont une perception des acteurs du gouvernement bien plus négative que celle des autres groupes.
- Ce n'est pas le conflit armé en soi mais le comportement des forces armées qui commettent des crimes à l'égard de la population qui influe sur la légitimité de l'État.

Notre synthèse présente des conclusions relatives aux conflits, aux violences, aux chocs (liés par exemple à la sécurité), aux moyens de subsistance et à la légitimité de l'État issues d'une enquête par panel menée par le Secure Livelihoods Research Consortium (SLRC). Cette enquête a été réalisée en 2012 et en 2015 dans neuf villages de Nyangezi, Nzibera et Bunjakiri au Sud-Kivu (RDC).

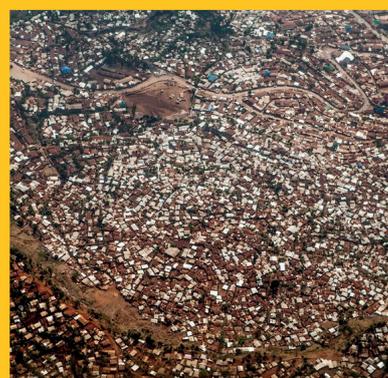
Contexte

Plusieurs décennies de mauvaise gestion par le Président Mobutu Sese Seko et les guerres qui s'en sont suivies ont abouti à l'effondrement de l'économie, de la prestation de services et de l'administration de la République démocratique du Congo (RDC) (Marivoet et De Herdt, 2014). La meilleure définition que l'on puisse donner au système administratif et politique qui subsiste serait celle d'une kleptocratie efficace appliquant la loi du plus fort (Bailey, 2011 ; Rudolf, Jacobs et Nguya, 2015).

Malgré la signature d'un accord de paix et la tenue d'élections en 2002, la province du Sud-Kivu est toujours à 'mi-chemin entre la guerre et la paix'. La situation extrêmement instable en termes de sécurité contraint de nombreux habitants à faire des aller-retours entre leur foyer et des zones plus sûres (Beytrison et Kalis, 2013 ; Rudolf, Jacobs et Nguya, 2015) et le nombre de déplacés internes est estimé

Briefing paper 25

Décembre 2016



Vue d'oiseaux de Bukavu
© Brendan Bannon-MSF 2016

Les briefings du SLRC présentent des informations, des analyses et des recommandations stratégiques sur les questions-clés relatives aux moyens de subsistance, des services sociaux de base et la protection sociale dans des situations affectées par des conflits. Celui-ci et d'autres rapports SLRC sont disponibles sur www.securelivelihoods.org. Financé par le Gouvernement du Royaume-Uni, le Gouvernement Irlandais et la Commission Européenne.

AVERTISSEMENT : Les opinions présentées dans ce rapport sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du Gouvernement du Royaume-Uni, du Gouvernement Irlandais, la Commission Européenne, SLRC, ou de nos partenaires. © SLRC 2016

Secure Livelihoods Research Consortium
Overseas Development Institute (ODI)
203 Blackfriars Road, London SE1 8NJ
United Kingdom

T +44 (0)20 3817 0031
F +44 (0)20 7922 0399
E slrc@odi.org.uk
www.securelivelihoods.org
[@SLRCtweet](https://twitter.com/SLRCtweet)

Comment le conflit, la violence et les trajectoires des moyens de subsistance affectent la légitimité de l'État au Sud-Kivu (RDC)?

à environ 322 000 en 2015 (OCHA, 2015). Les conflits et violences restent extrêmement présents, mais l'on observe des différences significatives au sein de la province ainsi qu'au niveau des trois zones de recherche de notre étude.

Méthodes

Le SLRC a mené une enquête par panel, c'est-à-dire une enquête longitudinale qui fournit des informations sur les évolutions et les trajectoires au fil du temps en suivant les mêmes personnes pendant plusieurs vagues d'enquêtes successives.

Du mois de septembre au mois de novembre 2012, un échantillon de 1243 ménages de neuf villages situés dans trois zones du Sud-Kivu (Nyangezi, Nzibira et Bunyakiri) a été interrogé. Une deuxième vague d'entretiens a été menée avec 1045 (83 %) de ces personnes entre le mois d'août et de décembre 2015. Deux méthodes d'échantillonnage, au jugé et aléatoire, ont été utilisées en combinaison pour obtenir un échantillon représentatif à l'échelle de chaque village et tenir compte de l'attrition entre 2012 et 2015. Au cours de l'analyse de la deuxième vague de données, les réponses manquantes ont été pondérées afin de minimiser le biais d'attrition. Une analyse statistique descriptive et une analyse économétrique ont été réalisées. Pour les analyses économétriques, des modèles à effets fixes ont été appliqués à la plupart des variables. Des modèles à effets aléatoires ont été appliqués aux variables constantes dans le temps, comme le sexe.

Nous reconnaissons que les moyens de subsistance et la légitimité de l'État sont des processus d'une grande complexité qu'il est impossible d'appréhender correctement avec un seul indicateur (ou même avec plusieurs indicateurs). Cependant, l'étendue de l'étude nous a contraints à limiter le nombre d'indicateurs pour chaque trajectoire prédominante. Afin de mesurer les évolutions des moyens de subsistance, l'indice Morris Score Index et l'indice Coping Strategies Index furent utilisés pour les variations de l'insécurité alimentaire. Les publications en la matière suggèrent que la perception des acteurs du gouvernement par les personnes interrogées constitue une mesure indirecte valable de la légitimité de l'État. L'enquête a utilisé de cinq questions relatives à la perception pour évaluer la confiance accordée à différents acteurs du gouvernement central, de l'administration locale officielle et des autorités coutumières.

Principales observations

Conflits, sécurité et chocs

Bien que les conflits armés et la criminalité aient fortement reculé après 2012 et malgré le renforcement de la sécurité au sein et en dehors des villages, plus de 40 % des personnes interrogées signalent encore des conflits armés en 2015. Plus de 40 % d'entre elles considèrent également que leur environnement immédiat n'est pas sûr, voire qu'il est dangereux. D'importantes différences ont été constatées

entre les régions : seulement 3 % des personnes interrogées à Nyangezi ont observé des conflits armés et 28 % d'entre elles ne se sentent pas en sécurité en dehors du village, alors que 60 % des personnes interrogées à Nzibira ont observé des conflits armés et 56 % ne se sentent pas en sécurité en dehors du village.

Dans les trois années entre les deux vagues d'entretiens, la carte des conflits a connu des mutations considérables dans la zone de Bunyakiri : avant 2012, le groupe rebelle rwandais Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) était très présent dans la zone et y exerçait une action destructrice, plusieurs groupes d'autodéfense locaux appelés *Raia Mutomboki* (« enfants de la communauté »), soutenus par les dirigeants locaux et l'armée nationale (FARDC), ont ensuite réussi à repousser les FDLR hors de la zone. Cependant, cette victoire a été suivie par des affrontements entre les FARDC et les *Raia Mutomboki* (Stearns et al., 2013). Même si 70 % des personnes interrogées de Bunyakiri ont été témoins de conflits armés en 2015, les chiffres de l'enquête révèlent une très forte baisse des violences physiques contre la population civile et des menaces ressenties, et les habitants se sont sentis bien plus en sécurité après l'expulsion des FDLR.

Les hommes comme les femmes continuent à vivre dans l'insécurité, bien que la situation ait connu une nette amélioration entre les deux vagues d'enquête. Nous avons observé une faible différence (mais statistiquement importante) entre les hommes et les femmes : les femmes se sentent moins en sécurité que les hommes, seulement de peu. Les hommes comme les femmes considèrent les violences physiques comme une menace, mais les chiffres relatifs ont reculé pour passer de 47 % à 17 % pour les hommes et de 42 % à 27 % pour les femmes. Les femmes ont bien moins peur de subir des violences sexuelles, ce taux passant d'un très élevé 34 % à 5 % dans le village et de 33 % à 15 % en dehors du village. Ces observations reflètent une tendance positive en ce qui concerne les violences sexuelles et vont à l'encontre des constatations d'une étude financée par l'ambassade suédoise (Davis et al., 2014), qui laisse entendre que les violences sexuelles contre les femmes pourraient connaître une augmentation dans l'est de la RDC.

Dans les zones directement touchées par le conflit, un nombre extrêmement élevé de ménages a été déplacé au moins une fois. Beaucoup de ces ménages continuent à faire des aller-retours entre leur foyer et des lieux plus sûrs, en fonction du risque pour leur sécurité.

Les conflits et les violences ne représentent qu'une partie des nombreux risques existant au Sud-Kivu. Les chiffres de l'enquête démontrent qu'une part importante (et croissante) des ménages (62 % en 2012 et 73 % en 2015) est touchée par des maladies du bétail ou des cultures. Cela menace bien évidemment leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire. Les problèmes de santé soudains et de longue durée ainsi que les chocs économiques (comme l'inflation) affectent également la plupart des ménages interrogés.

Trajectoires des moyens de subsistance

Les ménages interrogés sont extrêmement pauvres, possèdent un nombre très limité de biens, habitent dans des logements de mauvaise qualité et sont fortement exposés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Ces trois dernières années, les biens des ménages ont généralement augmenté et les conditions de logement se sont améliorées. Toutefois, ces évolutions positives n'ont pas coïncidé avec une plus grande sécurité alimentaire. Le fossé existant entre les couches les plus pauvres et les couches les plus aisées de la population s'est rétréci ces dernières années, mais notre étude n'a trouvé aucune explication à cela.

Comme attendu d'une société essentiellement agricole, plus de 85 % des ménages s'adonnent à la culture ou à l'élevage du bétail (exploitation principalement de petite taille ou de taille moyenne). Ces ménages sont davantage touchés par des maladies des animaux et des cultures, de petites terres, une baisse de la fertilité des sols et une pénurie de main-d'œuvre. Ce dernier facteur est particulièrement visible dans certaines zones où les plus jeunes adoptent un style de vie moderne et exercent une activité non agricole. Le rôle du secteur public reste tout à fait mineur, moins de 10 % des ménages étant concerné, tandis que le revenu des fonctionnaires est également très bas et représente en moyenne moins de 40 % du revenu de la famille.

Les économies des ménages se sont diversifiées entre 2012 et 2015. Le nombre de sources de revenu par ménage a légèrement augmenté, et les ménages tirent de plus en plus leur revenu de la vente de produits et de marchandises, du travail temporaire et de l'entrepreneuriat. Cela semble révéler un meilleur fonctionnement des marchés locaux. La production destinée au marché peut s'être faite aux dépens de la culture vivrière, c'est-à-dire destinée à la consommation des ménages, ce qui explique peut-être la tendance à la hausse du nombre de biens possédés mais la stagnation de l'insécurité alimentaire.

Les ménages n'ont pas amélioré leurs moyens de production, notamment par l'acquisition de meilleur transport, de terres plus grandes ou d'une expansion des exploitations d'élevage, et aucune augmentation des revenus miniers n'a été observée. Non seulement l'activité minière n'a pas augmenté, mais les revenus miniers, qui étaient importants pour 20 % des ménages de l'enquête, ont en réalité enregistré une baisse après 2012. En général, la dette des ménages s'est accrue, liée en grande partie à la consommation, aux articles ménagers et aux frais de santé et d'éducation plutôt qu'aux investissements productifs.

Les ménages interrogés dont le chef de famille est une femme se trouvent dans une situation bien plus défavorable sur



Fabriquer de la farine à la main

le plan statistique que les ménages dont le chef de famille est un homme en termes de biens et de terrains possédés ainsi que de qualité du logement. Les ménages dont le chef de famille est une femme ne vivent pas davantage dans l'insécurité alimentaire, probablement en raison ces ménages ont tendance à privilégier l'alimentation plutôt que les biens. Les déplacements internes ont nui aux conditions socioéconomiques et à l'accès aux ressources permettant la reprise. Les ménages déplacés possèdent beaucoup moins de biens, sont moins susceptibles de posséder des terres ou une maison et vivent davantage dans l'insécurité alimentaire. En conséquence, les déplacés dépendent plus des autres pour travailler et percevoir des revenus et sont davantage concernés par le travail temporaire et la vente de biens. Les chiffres indiquent cependant que la position relative des ménages dont le chef de famille est une femme et des familles déplacées s'est améliorée au fil du temps. Ces ménages rattrapent leur retard, ce qui peut être révélateur d'une meilleure intégration des déplacés internes dans les communautés d'accueil.

Une personne interrogée sur trois a bénéficié d'une forme d'assistance en matière de subsistance en 2012. Ce chiffre est descendu à un sur cinq en 2015, en particulier à cause d'une réduction de l'aide alimentaire. En 2012, plus de la moitié des ménages déplacés interrogés ont bénéficié d'une aide à la subsistance, mais en 2015 ils n'avaient pas plus de chances de bénéficier de cette aide que les autres ménages. En 2012, les ménages dont le chef de famille est une femme étaient sur un pied d'égalité avec les ménages dont le chef de famille est un homme. La baisse de l'aide à la subsistance ayant été bien plus importante pour les ménages dont le chef de famille est un homme que pour ceux dont le chef de famille est une femme, ces derniers ont été relativement avantagés en 2015. Bien que les personnes interrogées aient généralement exprimé une opinion négative vis-à-vis de la fiabilité du

Comment le conflit, la violence et les trajectoires des moyens de subsistance affectent la légitimité de l'État au Sud-Kivu (RDC)?

processus de fourniture, elles ont indiqué que cette aide avait eu des effets positifs sur leurs activités de subsistance en 2015. La réduction générale de l'assistance en matière de subsistance est surprenante si l'on considère que l'insécurité alimentaire globale reste pratiquement inchangée.

Légitimité de l'État

La perception des acteurs gouvernementaux (indicateur indirect de la légitimité de l'État) est loin d'être positive. Suivant l'indice évaluant la perception de ces acteurs par les habitants, en 2015, les autorités coutumières n'ont obtenu qu'un score de 39/100 et les administrateurs du gouvernement local à peine 24/100. Ces deux résultats sont similaires à leur score de 2012. Les acteurs de l'État central ont obtenu un score très inférieur de 18/100 en 2012, allant sombrer à 13/100 en 2015.

L'évaluation de l'impact des caractéristiques individuelles nous a permis de découvrir que les femmes et les déplacés internes ont moins accès aux processus politiques (que l'on mesure en évaluant s'ils ont été informés de la tenue des réunions et s'ils y ont participé) et ont une opinion plus négative, en particulier vis-à-vis des institutions coutumières. Les personnes âgées émettent une opinion légèrement plus positive. Ni le niveau d'instruction ni l'origine ethnique n'exercent une influence significative.

Aucun lien n'a été établi entre l'existence des conflits armés et la perception des acteurs gouvernementaux. Ce lien a cependant été démontré pour le nombre de crimes commis et les menaces ressenties : la hausse de la criminalité et les menaces ressenties ont eu un effet très négatif sur la manière dont les personnes interrogées perçoivent les acteurs gouvernementaux. Cela révèle que ce n'est pas le conflit armé en soi, mais le comportement des forces armées en termes de nombre de crimes, de violences physiques et de menaces, notamment la menace de violences sexuelles, à l'égard de la population qui influe sur la légitimité de l'État.

A Bunyakiri, où un fort recul des violences physiques et des menaces ressenties a eu un effet positif sur la perception des acteurs gouvernementaux associés à la sécurité : dans ce cas, la perception des autorités coutumières s'est nettement améliorée alors que la perception de l'administration centrale s'est dégradée.

Les chocs écologiques et sanitaires n'ont pas semblé affecter la perception des habitants sur l'État, contrairement aux chocs économiques comme l'inflation et l'emploi. Curieusement, ces facteurs ont principalement affecté la perception des autorités coutumières, qui n'ont guère d'influence l'économie.

Aucun lien n'a été établi entre la perception et les indicateurs de subsistance. Les changements positifs en termes de propriété des biens n'ont fait l'objet d'aucune association positive solide ou cohérente, à l'exception de la perception

des acteurs de l'administration locale. Les évolutions dans le domaine de l'insécurité alimentaire n'ont eu aucun effet. Les ménages à la tête de leur propre entreprise ont en moyenne une opinion bien plus négative des acteurs gouvernementaux dans leur ensemble. Cela peut s'expliquer par un contexte où l'administration, l'armée et la police dressent d'importants obstacles formels et informels à l'entrepreneuriat.

Les personnes interrogées qui ont commencé à bénéficier d'une aide à la subsistance ou qui ont appris l'existence de réunions de la communauté et/ou y ont participé pour la première fois n'ont pas exprimé une opinion beaucoup plus positive sur le plan statistique à l'égard d'un quelconque acteur gouvernemental.

Conclusions

Malgré des évolutions positives dans le domaine des conflits armés, de la sécurité et des moyens de subsistance, le Sud-Kivu est toujours gravement touché par le conflit. La province est marquée par des taux élevés de violence et de criminalité. Elle a une population extrêmement pauvre qui rencontre une méfiance à l'égard des acteurs gouvernementaux, en particulier des acteurs de l'administration centrale.

Malgré le recul des conflits armés et de la criminalité et la légère amélioration des conditions socioéconomiques, il existe dans l'ensemble des différences importantes, au sein de zones de taille relativement modeste. Le Sud-Kivu n'est pas homogène et les chiffres et tendances enregistrés à l'échelle de la province peuvent s'avérer trompeurs car ils ne reflètent pas nécessairement la réalité des différentes régions de la province.

Il ne suffit pas de surveiller le nombre de conflits armés pour évaluer l'impact de l'insécurité. Les trajectoires des moyens de subsistance et la légitimité de l'État sont affectés par les évolutions de la criminalité, y compris les violences physiques et sexuelles, commises par les combattants ainsi que par les menaces perçues par la population. La protection de la population contre les atrocités est un facteur de légitimité important, même si elle est assurée par des groupes d'autodéfense soutenus par les chefs locaux.¹

En ce qui concerne les violences contre les femmes, les conclusions de l'enquête portent à croire que le conflit au Sud-Kivu est exagérément axé sur les violences sexuelles faites aux femmes. Nous ne devons pas considérer que ces conclusions énoncent une nouvelle vérité sur les violences exercées contre les femmes en RDC, mais plutôt qu'elles constituent un point de départ à une réflexion et à une étude approfondie (et peut-être à un meilleur équilibre entre les hommes et les femmes) sur la manière dont les violences sexuelles sont articulées dans le discours international et la programmation du développement au Sud-Kivu.

1. Cela ne signifie pas que les Raia Mutomboki de Bunyakiri n'ont pas commis de crimes ou n'ont pas exercé de violences physiques sur la population.

Comment le conflit, la violence et les trajectoires des moyens de subsistance affectent la légitimité de l'État au Sud-Kivu (RDC)?

Les ménages dont le chef de famille est une femme et les ménages déplacés sont en train de rattraper leur retard, mais ces deux catégories restent désavantagées à de nombreux égards, et il n'est pas étonnant que leur perception des acteurs du gouvernement soit bien plus négative que celle des autres groupes.

Le temps est un facteur déterminant dans l'évolution des moyens de subsistance et de la confiance et une période de trois ans est relativement courte pour identifier les changements positifs. Il est fort probable que les variables qui n'établissent aucun lien significatif dans l'analyse de ces données le fassent si ces informations étaient recueillies sur une plus longue période.

Auteurs : A.J.E. Ferf et E.E. Thieme Groen (Université de Wageningen, Pays-Bas), M. Mashanda et P. Milabyo (Institut Supérieur de Développement Rural, Bukavu SDR), G. Sturge (Overseas Development Institute)

Fournir une protection contre les atrocités est un facteur clé dans la légitimité de l'Etat.

References

Bailey, 2011; (2011) *Humanitarian action, early recovery and stabilization in the Democratic Republic of Congo*. HPG working paper. London: Overseas Development Institute.

Beytrison, F. and Kalis, O. (2013) 'Repeated displacement in eastern DRC'. *Forced Migration Review*, 43, 22-23.

Davis, L. Fabbri, P. and Muthaka Alphonse, I. (2014) *Democratic Republic of Congo – DRC: Gender country profile*. Kinshasa: Swedish Embassy in collaboration with DFID, the European Union Delegation and the Embassy of Canada.

Ferf, A. et al., 2016. Tracking change in livelihoods, service delivery and governance. Evidence from a 2012-2015 panel survey in South Kivu, DRC. Mallett, R. and Slater, R. (2012) *Growth and livelihoods in fragile and conflict-affected situations*. SLRC Working Paper 9. London: Secure Livelihoods Research Consortium.

Marivoet, M. and De Herdt, H. (2014) 'Reliable, challenging or misleading? A qualitative account of the most recent national surveys and country statistics in the DRC'. *Canadian Journal of Development Studies*, 35(1).

OCHA (UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs) (2014) 'Congo: Internally displaced people and returnees'. March 2014. Geneva: UN OCHA

OCHA (2015) *RD Congo – Sud-Kivu: zones de besoins humanitaires prioritaires*. July 2015. Geneva: OCHA

Rudolf, M., Jacobs, C. and Nguya, G. (2015) "'Si Dieu t'envoie l'aide tu ne peux pas refuser" – continuous displacement, vulnerability and humanitarian aid in protracted conflicts in the DRC'. In *L'Afrique de Grands Lacs, 2014 – 2015*.

Stearns, J. et al. (2013) *Raia Mutomboki: The flawed peace process in the DRC and the birth of an armed franchise*. Rift Valley Institute/USALAMA project.